

encore une injustice bien plus grande de suspecter leur foi ou de les accuser de trahir ainsi que Nous l'avons regretté plus d'une fois."

"Voilà un précieux enseignement que nos accusateurs devraient méditer et qui nous met à l'abri des attaques que la mauvaise foi seule leur inspire.

D'ailleurs, je dois déclarer que, tout en étant favorables à un libéralisme politique, modéré et restreint dans les limites posées par les docteurs que je viens de citer, nous savons respecter, et saurons défendre au besoin, les principes conservateurs, nécessaires à la tranquillité de l'Etat et au bonheur des familles, et que nous répudions avec énergie toutes ces dangereuses doctrines qui menacent l'ordre social, bouleversent les consciences et les sociétés, chassent Dieu de l'école et produisent des impies et des révolutionnaires.

Je l'ai dit bien des fois, et je le répèterai ce soir, avec l'assentiment des libéraux qui m'entourent : la victoire du 14 octobre 1886 n'a pas été une victoire libérale, mais bien une victoire nationale, et le gouvernement actuel, fruit légitime de cette victoire, a été, est encore et restera, tant que j'en serai le chef, un gouvernement national : s'appuyant avec confiance sur les honnêtes gens des deux partis, revendiquant l'honneur de la province et défendant ses intérêts ; cicatrisant les blessures que lui ont faites les régimes précédents : oubliant les luttes fratricides du passé et demandant le concours de tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti, de races ou de croyances religieuses, pour consolider nos institutions et nous préparer à la réalisation des grandes destinées qu'un avenir prochain nous ménage.



Préjugés de races.

Les ennemis du parti national prédisaient, en 1886, que notre triomphe serait la ruine des Anglais ; à les en croire, nous devions, en arrivant au pouvoir, abolir la religion protestante, défendre l'usage de la langue anglaise dans les écoles, la législation et les cours de justice, chasser tous les Anglais de la province et confisquer leurs biens, tout comme il fut fait, autrefois, aux Acadiens ; il y en a même qui sont allés jusqu'à croire que nous allions détrôner la reine d'Angleterre et faire la guerre au roi de Prusse.

Ces braves gens doivent être rassurés maintenant : voilà plus d'un an que nous sommes au pouvoir et aucun de ces malheurs n'est arrivé, Dieu merci !

La reine Victoria est toujours sur le trône d'Angleterre et pas un national n'a encore conspiré, à ma connaissance, avec ses ennemis d'Europe, pour la détrôner. Le roi de Prusse est mort, je l'avoue, mais je vous prie de croire que les nationaux de la province sont tout à fait étrangers à cet événement qui afflige tant les Allemands du monde entier.

La langue anglaise est encore parlée avec talent et succès dans la législation et dans nos cours de justice ; les églises et les écoles protestantes sont restées ouvertes ; et dans les premières, des ministres distingués prêchent toujours avec éloquence les doctrines qui constituent leurs